

Numéro 33
Spécial
Avril 2018



p 4 Les Amis d'un Coin de l'Inde... et du Monde, une histoire d'humanité

En 1966, au cours d'un accident, Mr et Mme Charlat perdent un fils « petit Louis ». Ils reçoivent un dédommagement financier pour cette perte...

p 3 André Josse, un homme de conviction, d'action et d'exigence

André nous a quittés le 12 décembre 2017. Trois jours avant son décès, il donnait ses derniers conseils sur l'action agroécologique...

p 16 Amitié et projets féconds avec des populations rurales au Mali

...La mise en œuvre des projets avec l'aide d'une ONG locale et le fait de les étaler dans le temps nous donnent plus d'efficacité et de réussite...

Edito

Cinquante ans, un demi-siècle de mobilisation de bénévoles, un demi-siècle d'actions pour contribuer aux besoins de populations déshéritées. Les années passent et LACIM a toujours sa place et son rôle d'association de solidarité internationale atypique à jouer. Nous avons souhaité consacrer ce numéro aux « 50 ans » de LACIM. Un numéro de 24 pages qui évoque l'histoire de l'association, les souvenirs, les actions depuis leur début dans les différents pays où nous intervenons, les actions en France pour financer les projets, sensibiliser jeunes et moins jeunes à la solidarité internationale et faire découvrir nos amis du Sud, et toujours leurs besoins.

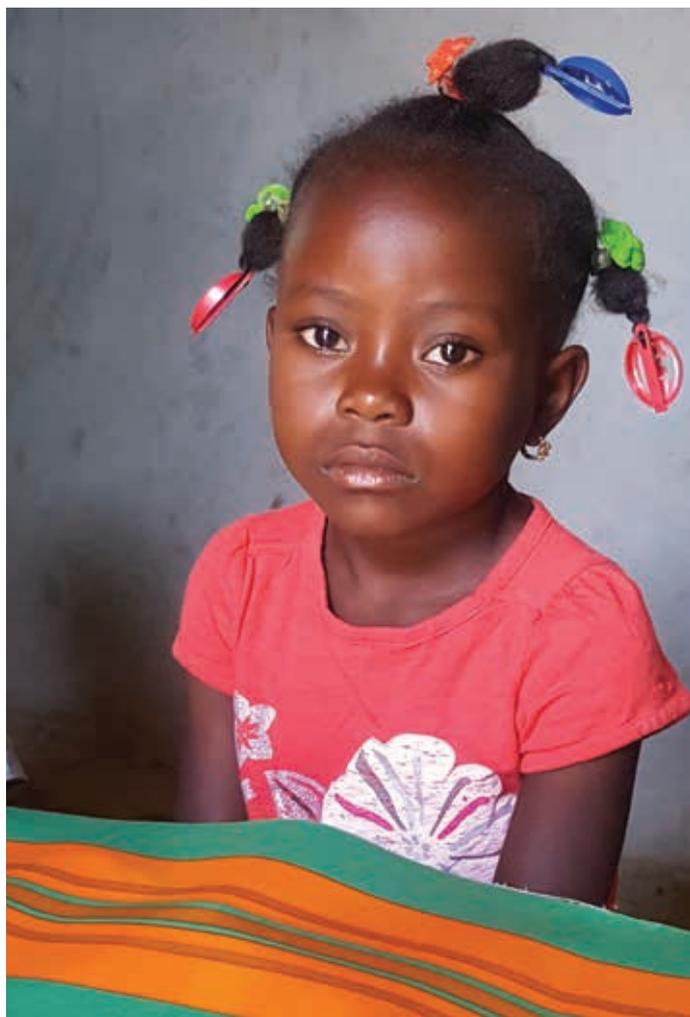
Notre fondatrice Claude CHARLAT avait voulu « un mouvement » de générosité au travers d'une amitié partagée. Pour être au plus près des populations bénéficiaires, elle a créé des comités et mis en place des jumelages, chaque groupe entretenant des relations épistolaires avec ses jumeaux.

Ce concept a vécu pendant 50 ans, mais il s'essouffle. Le renouvellement des bénévoles est difficile. Le concept du comité ne fait plus recette, malheureusement, auprès des nouvelles générations. Il faut se rendre à l'évidence et accepter de s'ouvrir aussi à un autre mode de fonctionnement qui conviendra plus aux attentes des jeunes. Ils sont prêts à rejoindre LACIM, mais sur des projets et des missions ponctuels. Ils ne veulent pas s'engager dans la durée. Il nous faut donc les entendre et répondre à leur souhait.

LACIM a su évoluer en adaptant les projets aux attentes des populations, en passant de l'assistantat aux projets de développement. « Il est préférable d'apprendre à pêcher plutôt que de donner du poisson ». Nous sommes passés à l'informatique, puis à l'ère du WEB et maintenant aux réseaux sociaux. Faire un don en ligne avec sa carte bancaire sur le site LACIM est possible aujourd'hui.

Oui, notre association a su s'adapter pour suivre les évolutions de la société, alors continuons à évoluer pour que LACIM porte encore longtemps ses valeurs de solidarité et d'amitié.

Yves GAUCHER, Président ■



« On ne peut pas peindre du blanc sur du blanc, du noir sur du noir, chacun a besoin de l'autre pour se révéler. »
Manu Dibango, musicien et chanteur camerounais

SOMMAIRE

Edito.....	p 2	Une école atypique au Bangladesh.....	p 12 & 13
André Josse, un homme de conviction.....	p 3	Lutter contre la malnutrition en Haïti.....	p 14 & 15
Les amis d'un coin de l'Inde et du monde.....	p 4	Amitié et projets féconds au Mali.....	p 16 & 17
50 années de secrétariat.....	p 5	Mali, l'accès à l'eau une priorité.....	p 18 & 19
Plus de 40 ans d'expositions artisanales.....	p 6	Alphabétisation des adultes au Niger.....	p 20 & 21
Sensibilisation des jeunes à la solidarité.....	p 7	Au Burkina, le maraîchage change la vie.....	p 22 & 23
LACIM 50 ans de communication.....	p 8 & 9	L'engagement de LACIM à Madagascar.....	p 24
Inde, de l'assistantat au microcrédit.....	p 10 & 11		

Directeur de la publication : Yves GAUCHER
Rédactrice en chef : Alberte ASPART
Chargée de rédaction : Annie-Laurence FERRERO
Responsables du comité de rédaction :
Commission Inde : Andrée MONTEUX
Commission Afrique : Madeleine GUYON

Commission Amérique Latine et Haïti : Annie BOUDOT
Commission communication : Bernard ENVAÏN et Marie-Anne MARTIRÈ
Création et impression : Imprimerie ROLAND LENTILLY (69210)
Dépôt légal à parution.
Bulletin semestriel gratuit. ISSN 1763-8585.

LACIM - Les Amis d'un Coin de l'Inde et du Monde
Association Loi 1901 - Reconnue d'utilité publique - Siège 42540 Croizet s/ Gand - France
Tél. : 04 77 63 25 42 - Fax : 04 77 63 23 38 / Email : lacim@lacim.fr

André Josse un homme de conviction, d'action et d'exigence



André nous a quittés le 12 décembre 2017. Trois jours avant son décès, il donnait à Gérard Verschoore ses derniers conseils sur l'action agroécologique à poursuivre pour les 60 villages de la région de Bamako.

Engagé jusqu'aux derniers jours.

André a adhéré à LACIM dans le groupe de Moret-Veneux en 1981 qu'il présida à partir de 1990. Entré au conseil d'administration national de LACIM en 1997, il en devint président en 2001 à la suite de la fondatrice Madame Charlat, poste qu'il occupera jusqu'en 2012. André aurait pu être tout aussi efficace qu'il l'a été dans de plus grandes ONG que LACIM, mais il était très attaché aux valeurs de l'association.

« De mon point de vue, une notion mérite d'être soulignée car elle fait l'originalité de LACIM : **notre action est placée sous le signe de l'AMITIÉ. Non pas une amitié mièvre, mais une amitié exigeante qui crée des obligations réciproques.** Tout en découle. » LACIM infos janvier 2002

Ou encore : « L'économie mondiale est en crise. Née du dérèglement du système bancaire américain, cette crise met en évidence les méfaits de l'ultralibéralisme, de la recherche sans limite du profit, de l'égoïsme, du toujours plus, et par contraste, **l'importance des valeurs qui nous animent : AMITIÉ, SOLIDARITÉ, PARTAGE.** Oui, dans la grande majorité des cas, l'esprit de solidarité pousse à agir simultanément, ici et là-bas, en fonction de ses moyens et de sa sensibilité. Soyons par ailleurs certains que **plus que jamais LACIM s'adresse aux plus pauvres.** » LACIM infos janvier 2009

Pour André cette amitié se traduisait dans des domaines précis par des actions très concrètes qu'il a encouragées, soutenues et contrôlées, particulièrement au Mali.

« **Pour qu'à terme nos amis puissent par eux-mêmes satisfaire leurs besoins essentiels, après la mise en place des infrastructures de base, les priorités demeurent l'éducation des enfants, la promotion des femmes avec l'alphabétisation et les formations associées, la multiplication des projets pour accroître les revenus collectifs ou familiaux : microcrédit, maraîchage, matériel agricole, production de compost, élevage, activités d'artisanat, banques de céréales, magasins communautaires, etc.** » LACIM infos septembre 2009

Cette amitié devait aussi s'exprimer par le courrier et la rencontre. C'est ainsi qu'il



André Josse au Mali en 2013

pouvait parfois interpellier les groupes qui ne maintenaient qu'une relation lointaine avec leurs jumeaux :

« Il y a encore beaucoup de déceptions : projets qui n'avancent pas, correspondance insuffisante voire inexistante, routine... et cela il ne faut pas l'accepter. » LACIM infos janvier 2002.

Dans le journal, le « Mot du Président » contenait toujours ses encouragements à poursuivre notre action, à ne pas nous décourager, à être fiers de ce que nous faisons, à la fois peu au regard des besoins mais efficace sur le terrain :

« **A nous tous ensemble de faire bouger les choses pour atteindre notre objectif : une amitié partagée.** Bon courage à tous » LACIM infos janvier 2002.

« A son niveau, LACIM s'efforce d'apporter une aide et un peu d'espoir. Non ce n'est pas le moment de baisser les bras. Bon courage à tous! » LACIM infos septembre 2003

« N'hésitons pas à parler de LACIM. **Nous n'avons pas à craindre les comparaisons. Nous pouvons être fiers de ce que nous faisons pour nos amis.** » LACIM infos septembre 2007

Des pages ne suffiraient pas à dire tout ce qu'André a fait et tout ce qu'il nous a apporté. Il demeurera pour LACIM un modèle de conviction, d'efficacité et d'exigence.

Jean Marie Guyon,
association du Sénonais (89),
membre du CA ■



Inauguration du nouveau bâtiment LACIM en 2007

Les Amis d'un Coin de l'Inde... et du Monde, une histoire d'humanité

En 1966, au cours d'un accident de la route, Mr et Mme Charlat perdent un fils « petit Louis ». Ils reçoivent un dédommagement financier comme s'il pouvait atténuer leur souffrance. Peu après, ils découvrent dans un journal la souffrance d'un village en Inde qui demande de l'aide : un puits éviterait de très longs trajets pour rapporter l'eau au village. L'argent que Mr et Mme Charlat ont reçu prend alors un autre sens : des gens très pauvres vont vivre un peu mieux.

Après la création du puits, ils visitent les villageois, rencontrent leur joie et l'amitié se construit. Mais d'autres villages ont besoin d'un puits. Mr et Mme Charlat n'ont pas les moyens mais ils ont des amis.

L'amitié joue son rôle : de nouveaux puits sont creusés. Ainsi naissent « Les Amis d'un Coin de l'Inde ».

Puis l'association se structure et s'étend. Des jumelages naissent en Afrique puis en Amérique latine. En 1972, l'association choisit un nom: « Les Amis d'un Coin de l'Inde...et du Monde ». D'amis en amis, des comités sont fondés en France, autour de Croizet sur Gand, siège de l'association, puis un peu partout. En 1984, l'association est reconnue d'utilité publique avec plus de 20 000 membres et plus de 200 comités locaux.

Pendant toute cette période, les caractéristiques propres à LACIM s'expriment clairement et se concrétisent sur le terrain en France et à l'étranger. Son but est d'établir un lien durable entre des groupes en France et des villages pauvres à l'étranger qui souhaitent bénéficier d'une aide pour leur développement. LACIM n'est donc pas une structure importante d'assistantat ou de développement économique mais une organisation très souple où des milliers de membres sont impliqués personnellement dans une relation d'amitié avec des villageois.



Claude Charlat en Inde

La structure de base de LACIM est le jumelage entre un village au Sud et un comité local au Nord dans un village ou une ville. Le point de départ est toujours la demande d'une aide d'un village du Sud pour réaliser un projet : un puits, un forage, une école, une maternité, de l'alphabétisation, etc. Les comités au Nord financent en grande partie les projets par leurs cotisations et des actions génératrices de revenus qu'ils organisent. Les amis du Sud financent aussi une partie et participent souvent à leur réalisation concrète par leur travail. Les projets s'enchaînent dans un même village et le jumelage peut durer une vingtaine d'années. Chaque

projet est suivi dans le temps. Des échanges par lettre s'instaurent puis des visites au village jumelé. On apprend ainsi à se connaître entre personnes du Nord et du Sud dans un respect mutuel et dans un esprit d'amitié.

Bien sûr une organisation nationale en France et locale au Sud est nécessaire.

Quelques salariés sont embauchés en France, en Inde et en Afrique pour

mettre en œuvre et suivre les projets. Avec cette méthode, LACIM ne devient pas une grande structure avec beaucoup de salariés mais reste un ensemble de petits groupes organisés en comités locaux, ce qui permet une grande sympathie entre ses membres, une importante autonomie des groupes locaux et évite de donner la priorité à la structure au détriment de sa finalité. LACIM n'est pas une fin mais un moyen pour aider des dizaines de milliers de personnes dans un monde où 800 millions d'êtres humains souffrent encore de la faim (PAM). Mais c'est aussi sa fragilité.

Les comités locaux vieillissent et beaucoup ne se renouvellent pas. Il n'est pas toujours possible d'aller rencontrer son jumeau : le coût des trajets est élevé. C'est pourtant quelque chose d'indispensable sinon l'amitié vit mal. Les courriers restent parfois pauvres et rares. Les cotisations des membres des comités ne permettent pas toujours de répondre aux besoins de leurs jumeaux.

LACIM a donc développé au fil des ans des modalités d'action complémentaires : une recherche de plus en plus fréquente de subventions car, sur ce plan, LACIM est encore loin derrière les grandes associations. Des chargés de mission français bénévoles vont chaque année rencontrer les villages avec les salariés ou correspondants associatifs locaux dans les régions aidées. En réponse aux demandes des habitants, une organisation de l'action rend progressivement les villages autonomes.

Bien sûr les besoins demeurent immenses mais c'est une grande joie d'entendre: « Grâce à vous mon enfant n'est pas mort », et quand tous les enfants d'un village, filles et garçons, peuvent aller à l'école ou quand le rendement d'un champ est multiplié par 4 grâce à l'agroécologie et aux semences sélectionnées.

Notre action, dans ses limites, est efficace et elle rend heureux au Sud et au Nord. Elle témoigne d'un monde où chacun va vers l'autre, dans le respect de sa personne, de sa différence et dans l'amitié. Alors, continuons et développons-la.

Jean Marie GUYON,
association du Sénonais (89),
et membre du CA ■



Puits de Valapady

50 années de jumelages, ce sont aussi 50 années de secrétariat

Les premières années, Mme Charlat effectuait elle-même le secrétariat. En septembre 1973, avec la multiplication des jumelages, elle n'arrive plus à faire face. Il est décidé d'embaucher une secrétaire à temps complet secondée par des bénévoles.

Plusieurs personnes ont été salariées pendant quelques mois ou plusieurs années, contribuant au bon fonctionnement et au développement de l'association. L'équipe en poste actuellement est composée du même trio depuis 1982.

Si l'organisation de LACIM a beaucoup évolué durant ces 50 années, la fonction de secrétaire également.

Au départ, les conditions de recrutement étaient la polyvalence. Concrètement, cela voulait dire aussi effectuer toutes sortes de tâches étrangères au secrétariat telles que cueillir des jonquilles, des narcisses, du muguet, du mimosa...confectionner les bouquets et effectuer les livraisons dans les différents villages alentour. C'était aussi cueillir des myrtilles et les mettre en bocaux en vue de les vendre aux comités qui souhaitaient faire des confitures, aller chercher du bois ou des déchets de bois dans les scieries pour garnir les poêles durant l'hiver, savoir manier la scie pour couper les petites planches ou petites branches nécessaires à l'allumage. Le charbon était réservé pour la nuit afin que le poêle ne s'éteigne pas. Restait alors le problème du week-end : les plantes vertes n'y résistaient pas et le lundi matin les stylos avaient du mal à écrire. Il fallait encore confectionner des colis de médicaments solides à destination du Mali, déballer les caisses d'artisanat arrivant directement de l'Inde pour préparer les expositions, accompagner Madame Charlat dans des villes ou des villages non encore jumelés pour une soirée diapositives ou une exposition. Notre passage débouchait en principe sur le démarrage d'un nouveau coin, son pouvoir de persuasion étant fort.

A côté de cela, il y avait aussi le travail de secrétariat et de comptabilité qui a beaucoup évolué au fil des années. Du cahier à colonnes confectionné par Mme Charlat dans lequel il ne fallait pas faire de ratures et pointer avec des petites étoiles, on est passé au système de comptabilité sur fiches par décalque et ensuite à l'informatique.

Le contact avec les comités a également changé : les premières années, le téléphone était chez Mme Charlat. C'est elle qui recevait ou passait des communications téléphoniques et les transmettait au secrétariat.

Petit à petit les secrétaires ont trouvé leur place : répondre au courrier, répondre au téléphone, tenir la comptabilité....

Après le décès de Claude Charlat, la réorganisation des différentes commissions a permis de redistribuer les tâches et d'impliquer les secrétaires au sein de chacune d'elles. Cécile fait partie de la Commission Inde/Bangladesh. Elle est en contact avec les comités français jumelés et nos 2 permanents indiens. Claire fait partie des Commissions Haïti/Amérique Latine, Communication et Expositions. Marie Andrée s'occupe plus particulièrement de l'Afrique. Elle est en relation avec les comités français jumelés dans ces pays et travaille en lien avec les chargés de mission et les permanents locaux.

Avec le nouveau bâtiment, les conditions de travail se sont améliorées :



Siège actuel de l'association

espace secrétariat clair et fonctionnel, stock d'artisanat regroupé dans un seul local chauffé l'hiver, ce qui facilite le chargement des véhicules maintenant abrités. Les bénévoles qui ont besoin d'être hébergés sont reçus dans de bonnes conditions.

Tout au long de ces années, grâce à des rencontres diverses, le secrétariat a reçu et reçoit encore l'appui de nombreux bénévoles aux compétences variées : comptables, chefs d'entreprise, informaticiens, commerciaux...pour se former et renforcer l'équipe face au surcroît de travail.

Sans salariés LACIM aurait du mal à fonctionner mais sans bénévoles également. Merci à tous.

CÉCILE, CLAIRE, MARIE-ANDRÉE, secrétaires à LACIM ■



Village de Croizet sur Gand



Poêle Godin et sa recharge pour la nuit

Plus de 40 ans d'expositions artisanales

En 1973, le Père Rodeschini de Valapady en Inde, envoyait à Madame Charlat un colis contenant de superbes objets, des statuettes en bois de santal en particulier. C'était pour la remercier d'avoir financé un puits dans son village. Un responsable de LACIM Roanne, séduit par ces objets, évoque la possibilité de les exposer et, pourquoi pas, de les vendre. Mais où ?

Les débuts

Cette personne, propriétaire d'un commerce, propose de présenter ces objets dans son magasin. Proposition retenue. Impression de quelques tracts et la première expo artisanale est un gros succès. Réflexion rapide de Madame Charlat et de ses amis : « *Pourrait-on acheter d'autres produits à nos amis indiens ? Cela permettrait de couvrir les frais de fonctionnement et même de faire du bénéfice.* »

C'est ainsi que se créa la première source d'approvisionnement de LACIM. Le Père Rodeschini puis le Père Bonal exportaient. Ils mirent leur connaissance du pays au service de Madame Charlat et lui permirent de découvrir et de visiter de multiples ateliers et de s'y approvisionner : porte-clés, éléphants, foulards, etc. Les premiers comités LACIM sont sollicités pour écouler cette marchandise. Quelques groupes décident alors de faire des petites expositions.

Le premier couple d'exposants qui transporte les objets de Croizet vers le comité organisateur, installe l'expo et communique sur place, **n'est autre que Mr et Mme Charlat avec leur 2CV bien remplie.**

La 2CV ne suffit bientôt plus, elle est remplacée par une estafette. Les expos se multiplient, des amis prêtent main forte.

Entre mars 1977 et juin 1977, 4 expos sont réalisées et 12 annoncées jusqu'à la fin de l'année. Madame Charlat explique : « *Nous pensons qu'elles sont de plus en plus un moyen de faire connaître le mouvement. Les objets attirent. Les gens viennent puis s'informent, certains s'engagent.* » La « structure expo » est créée.

Après le pic de 2009 avec 36 expositions et 2010 avec 35, leur nombre est sensiblement en baisse.



L'éléphant de l'exposition fait le plaisir des enfants

Et aujourd'hui

C'est Claire Jacquetton du secrétariat qui organise les expositions avec l'aide ponctuelle de quelques bénévoles et de ses collègues. Il faut penser aux approvisionnements, à la gestion comptable, administrative, logistique et technique : étiquetage, calendrier des expos et d'utilisation des camions, voire leur chargement, communiquer avec les comités et les exposants... Les exposants étant des bénévoles chargés de transporter les objets du siège aux lieux d'exposition puis, avec l'aide des adhérents ou amis des comités, de présenter les objets et essayer de les vendre. Deux fourgonnettes et une dizaine d'« exposants » peuvent sillonner la France.

Actuellement, le nombre d'expos se situe autour de 30 par année, une grosse partie au dernier trimestre. Un ou deux comités organisent eux-mêmes quelques expositions mais la plupart sont assurées par les exposants.

Ces manifestations sont destinées exclusivement à participer à la couverture des frais de fonctionnement de notre association. Leur réussite est donc impérative et **le résultat final est directement lié au nombre d'expositions proposées. La mobilisation des groupes LACIM est donc nécessaire pour les multiplier.**

Il y a au moins **5 bonnes raisons** pour que les groupes s'impliquent dans une exposition :

- **participer au financement du fonctionnement**

- **faire connaître LACIM** : la communication locale et régionale permet d'informer beaucoup de monde

- **renforcer les équipes** : à chaque exposition, au-delà d'éventuels dons ponctuels, nous notons l'adhésion de nouveaux membres.

- **passer un bon moment** : une expo permet aux membres du groupe de se retrouver dans une ambiance très conviviale.

- **aider nos « Amis du Sud »** : les approvisionnements depuis des contrées défavorisées, souvent liées à LACIM par des jumelages, sont toujours réalisés dans l'esprit du commerce équitable.

L'accueil réservé par les groupes aux exposants est toujours excellent et les échanges humains appréciés.

Un accroissement du nombre d'expositions et de l'équipe de bénévoles « exposants » est une nécessité pour notre association.

Les membres de la Commission Expositions Artisanales ■

ZOOM sur les chiffres

- 1978-1987 17 expos par an
- 1988-1997 30 expos par an
- 1998-2007 30 expos par an
- 2008-2012 33 expos par an
- 2013-2017 28 expos par an

Après le pic 2009-2010 (36 et 35) le nombre des expos est en baisse.



Exposition artisanale à Genilac (42)

Sensibilisation des jeunes à la solidarité, un objectif constant de LACIM

Dès les premières années de LACIM, des groupes de jeunes sont présents et très actifs dans le mouvement. A partir de 1972, ils demandent des projets. Très vite, venant de différents « coins », certains se spécialisent dans la récupération de vieux papiers, vieux chiffons, ferraille, verre tandis que d'autres se lancent dans différentes opérations : vendanges, cueillette de jonquilles, expositions.

Il s'agit de financer des projets. « *Cela permet aussi de mettre le mouvement sur la place publique* » rapporte un adhérent de l'époque. A partir de 1974, des groupes « Tiers Monde » se créent dans les établissements scolaires à Roanne, Amplepuis et ailleurs ... pour vendre des bouquets de jonquilles puis de mimosa. Bientôt une commission « jeunes » émerge (archives de 1977), il faut prévoir et organiser des actions : « *Une opération vendanges en Beaujolais avec 14 jeunes a rapporté 1600 F, l'argent gagné servira à l'achat de moulins à grain pour le Mali.* » **Le rapporteur fait ressortir la richesse de l'amitié rencontrée par chacun au sein du groupe.**

Afin de sensibiliser plus largement les jeunes Français à la solidarité, LACIM s'est doté de moyens spécifiques. La commission communication a créé 3 expositions thématiques sur le Sahel et l'Inde. Accompagnées de supports d'animation adaptés à tous niveaux, de la maternelle au lycée, ces expositions circulent dans les établissements scolaires à la demande des enseignants et dans les médiathèques où les élèves sont invités à venir. Ce sont des fenêtres ouvertes sur la vie difficile des populations que l'association soutient et sur les projets menés avec elles pour un développement durable. **Elles sont une occasion pour les jeunes de s'ouvrir à d'autres cultures,**

d'aborder la problématique de la faim dans le monde et de développer ces valeurs de solidarité et entraide utiles au citoyen responsable de demain.

A noter que cet objectif de LACIM coïncide avec les exigences des programmes scolaires, ce qui a permis à l'association de se faire connaître davantage auprès d'un jeune public.

C'est un travail constant à mener, le « vivre en humanité » a tout à y gagner.

Alberte ASPART,
commission communication,
membre du CA ■



Les Pingouins Sans Frontières, année 2016-2017

On pourrait citer encore bien des exemples tirés des archives pour illustrer l'élan solidaire qui caractérise ces mouvements de jeunes des premières années. A cette époque, ils rejoignent le mouvement en nombre. Ce n'est plus tout à fait le cas aujourd'hui.

Pour autant, les jeunes ne sont pas absents de LACIM car l'association met en œuvre des moyens qui encouragent toute initiative venant d'eux, de leurs éducateurs ou enseignants. Leur solidarité s'exprime surtout dans le cadre scolaire. A la faveur d'une présentation de l'association dans les classes par un membre de LACIM, des actions solidaires ponctuelles peuvent s'organiser : une opération « bol de riz » a eu lieu dans une école à Boën sur Lignon (42) en mars et une course solidaire récemment à Caluire (69).

Il arrive qu'un lien durable se crée avec des lycées ou collèges au travers de leur club solidaire comme au collège de Paron (89) ou celui du lycée de L'Arbresle (69). Des actions généreuses régulières s'organisent dans ce cadre : les élèves du club solidarité du lycée de L'Arbresle soutiennent le collège de Yira au Mali, ils ont participé au financement du matériel scolaire pour leurs camarades maliens. L'association d'étudiants « Pingouins Sans Frontières » de l'École d'Ingénieurs Polytech Clermont, à l'Université Clermont Auvergne (63), s'appuie sur LACIM depuis plusieurs années pour des séjours et projets au Burkina-Faso : lieux d'intervention, introduction auprès de nos amis burkinabés et suivi de leurs actions sont la contribution de LACIM. En 2017, ils ont aidé, entre autres, à la rénovation d'un centre de santé.



Exposition Adivasi à la médiathèque de l'Arbresle en 2017, les élèves s'entraînent à moudre le grain, faire du feu à l'ancienne

ZOOM sur les chiffres

Location des expos : comités et établissements scolaires

- 2007 à 2018 « Mil et sorgho » 96 fois dont 37 aux ét. scolaires
- 2010 à 2018 « Adivasi » 38 fois dont 17 aux ét. scolaires
- 2013 à 2018 « Vaincre la faim » 68 fois dont 43 aux ét. scolaires

Total : 202 fois dont 97 aux établissements scolaires

50 ans de communication dans le paysage des ONG

Depuis sa création en 1968, LACIM a cherché sans relâche à faire connaître son action en utilisant des supports variés de communication. En 50 ans, la façon de communiquer a bien sûr beaucoup évolué et LACIM a su s'adapter avec créativité et dynamisme aux nouveaux moyens.

L'aide au " Tiers Monde " à l'époque de Claude Charlat (1968 à 2005).

Le terme Tiers Monde, a été inventé en 1952 par le sociologue Alfred Sauvy pour distinguer les pays sous-développés des pays des 2 grands blocs de l'OTAN et du Pacte de Varsovie.

LACIM se présente dès le départ comme un " mouvement " aux deux sens du mot : celui d'une réponse solidaire à l'urgence des pays pauvres et celui d'un échange y compris culturel, qui enrichit chacun des deux partenaires.

Lorsque l'on ouvre les boîtes d'archives de LACIM, on est frappé par la rapidité du développement de l'association dans les 25 premières années qui ont suivi sa création. La réussite de cette période est due certainement à la force de conviction

communicative de la fondatrice. Claude Charlat dépense son énergie sans compter. Des comités se mettent en place avec enthousiasme, jusqu'à atteindre 600 jumelages dans 23 pays du monde en 1991, avec 150 demandes en attente !

Claude Charlat utilise tous les moyens de communication de son époque : supports papier de publicité pour présenter l'association et son histoire, création d'un logo et de carte d'adhérents, feuilles de liaison et bulletins réguliers aux adhérents, séries de diaporamas par pays, panneaux d'exposition faits maison par des bénévoles, avec textes et photos, affiches en noir et blanc à partir de photos, cassettes



Autocollant LACIM

vidéo " Chercheurs d'eau " (1994), articles de presse y compris au plan national... Tous les supports papier sont ronéotés au secrétariat en prise directe avec la fondatrice et les comités. Pour financer les frais de fonctionnement de l'association tout en faisant connaître LACIM, de nombreuses ventes sont organisées : cartes de vœux, jonquilles puis mimosa, confitures, pin's, autocollants... et surtout ventes d'artisanat provenant des pays jumelés.

La présidente est attentive par ailleurs aux relations avec les élus locaux et d'autres associations de solidarité.

En 2001, une nouvelle commission « information » lance LACIM infos, un bulletin semestriel, avec l'objectif de donner la parole aux comités, faire connaître la diversité de leurs actions et de leurs projets, donner des informations générales, parler de l'histoire de LACIM, des missions auprès des jumelages, du travail des commissions...

Mis en page de façon bénévole avec les premiers outils informatiques, il sera édité en noir et blanc et imprimé au secrétariat du siège.

L'Aide aux " Pays du Sud " durant la présidence d'André Josse (2002- 2012)

Dans cette période, on ne parle plus de Tiers Monde mais de Pays du Sud, plus pauvres, par opposition à ceux du Nord. Les objectifs du millénaire de l'ONU en 2000 orientent les priorités jusqu'à l'horizon 2015 : éradiquer l'extrême pauvreté et la faim, développer l'éducation des enfants, l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes, intégrer les principes d'un développement durable, etc.

LACIM va s'inscrire dans ce changement d'objectifs et de modes d'action.

Grâce à un legs important, un nouveau bâtiment est construit pour le siège à Croizet. Il est inauguré en 2007. Le secrétariat s'organise avec de nouveaux moyens informatiques en matériels et en logiciels.

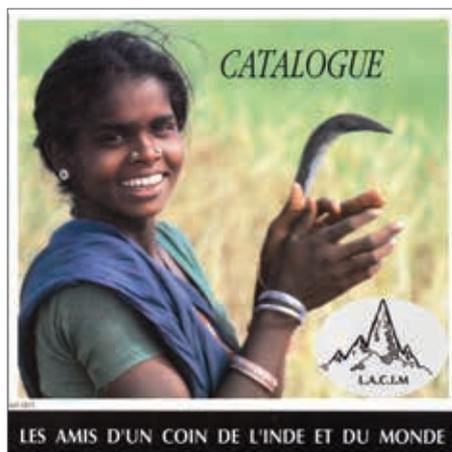


Carte d'adhérent

Avec le décès de la fondatrice en 2005, se poursuit un renouvellement de la première génération des adhérents. Le CA augmente le nombre des ses membres. Les statuts vont être modifiés, le nombre de commissions s'élargit. Toutefois les comités eux-mêmes ont pris de l'âge et la création de nouveaux comités s'essouffle.



Plaquette 2017



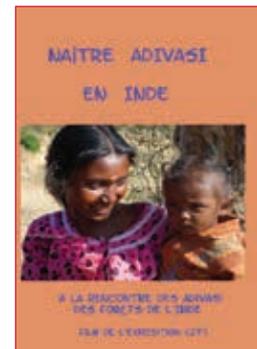
Cartes de vœux des premières années



Derniers modèles de LACIM infos



DVD LACIM



Dans ce contexte, la commission communication évolue et développe de nouveaux projets. C'est une période très productive et créative marquée par le lancement de nouveaux supports au service des comités et en externe pour faire connaître LACIM et sensibiliser aux difficultés de vie des pays du Sud un large public et les jeunes. **Un site internet lacim.fr** est créé en 2004. **Des DVD** sont réalisés suite à des missions ou des voyages en Haïti, en Inde, au Mali ... Ils sont proposés à la vente et aux comités pour leurs animations.

LACIM infos, toujours semestriel, est imprimé **en couleur avec le N°4** en 2003. Il va s'étoffer d'articles par pays, de témoignages, CR de missions, etc. Il est toujours préparé de façon bénévole et imprimé en couleur chez un professionnel. En 2011 le **N° 19** inaugure **une nouvelle maquette couleur** créée par une agence de communication.

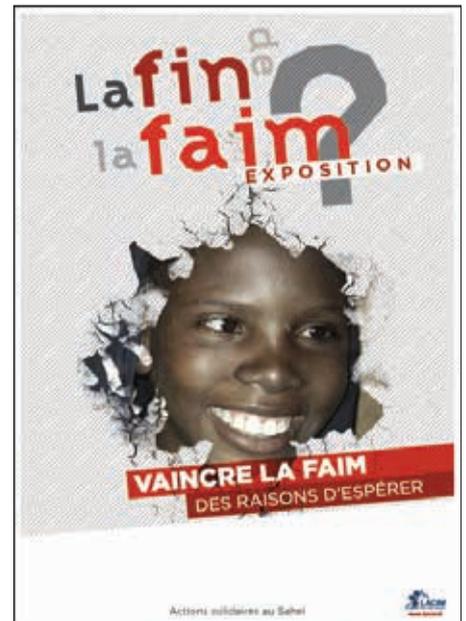
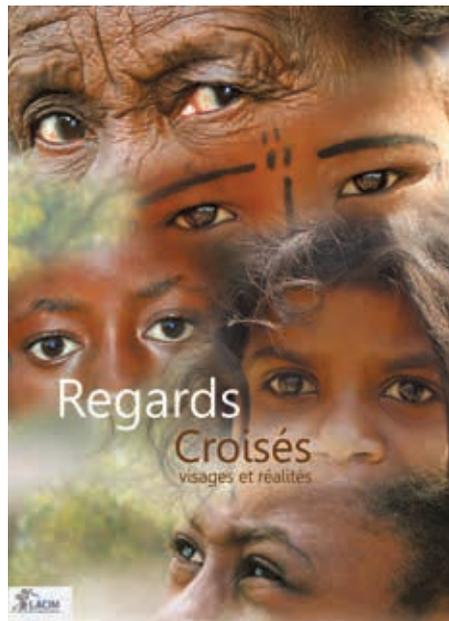
Un dépliant en couleur de présentation de LACIM est créé en 2003. Il sera réactualisé jusqu'en 2011.

6 affiches de présentation de LACIM sont conçues en 2006 par la commission pour être distribuées aux comités et utilisées dans leurs manifestations.

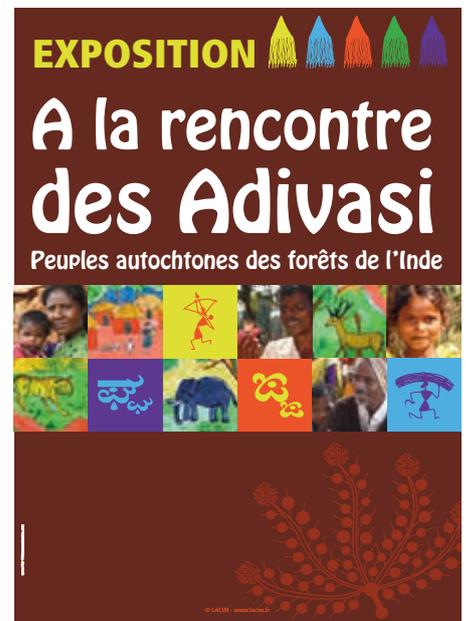
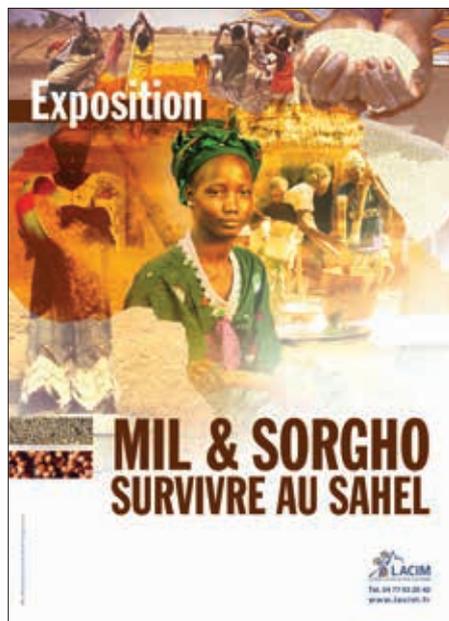
En 2007 **un nouveau logo est créé**. Il sert aux différentes publications. On le met sur la façade de la nouvelle maison de LACIM. A partir de 2007 **des expositions thématiques** sont élaborées par la commission et mises en page par un professionnel. Elles sont installées dans la salle d'exposition de Croizet. Elles circulent aussi de façon itinérante dans les comités ou à la demande d'organismes divers, écoles, médiathèques... En 2007, c'est la première exposition "**Mil et sorgho Survivre au Sahel**", puis en 2009, "**A la rencontre des Adivasi, peuples autochtones des forêts de l'Inde**". En 2012 une exposition sur **l'art warli** complète celle sur les Adivasi. **Affiches, Flyers, DVD, jeux et outils pédagogiques** sont également créés pour accompagner les expositions.

LACIM " Association de Solidarité internationale ", sous la présidence d'**Yves Gaucher (depuis 2012)**

Le changement de dénomination insiste sur la dimension de solidarité internationale qui ne concerne plus actuellement toutes les ONG (terme créé en 1946). Le monde est en mutation, avec le développement d'une économie mondialisée, l'accroissement des conflits et des violences, celles en particulier du terrorisme avec l'insécurité qu'il génère. Tout cela bouscule les rapports sociaux, les mentalités et les pratiques, sans compter la place prépondérante prise par le numérique, internet et les réseaux sociaux. Concernant LACIM, les projets lancés durant l'étape précédente se poursuivent.



Expositions LACIM



Du côté de la communication, LACIM crée une **nouvelle exposition " Vaincre la faim "** installée en 2013, avec toujours le même principe d'exposition itinérante et d'animations pédagogiques à destination du public et des scolaires. C'est une réflexion de LACIM sur ce qui demeure une préoccupation majeure et qui est depuis le début au cœur de son action.

Une exposition photos lui succède, "**Regards croisés, visages et réalités**", en 2016.

Un nouveau dépliant est élaboré en 2014 et remis à jour en 2017. Il servira aussi pour réaliser des " roll-up " de présentation de l'association. **Une nouvelle maquette de LACIM infos** est adoptée en 2017 avec une présentation plus aérée et plus imagée. Un dossier **Mutualisation des Expériences** constitué de fiches d'informations et de conseils pratiques est aussi créé à l'intention des groupes LACIM débutants ou confirmés. **De nouveaux DVD** sont

réalisés, **une page facebook LACIM** est lancée. Une photothèque est en cours de réalisation. **Le site LACIM national** est par ailleurs restructuré et renouvelé en 2018.

En conclusion, ce rapide parcours de 50 années, met en valeur tout le dynamisme de notre association. Après le grand élan initial donné par sa fondatrice, malgré des moments de crises inhérents à toute institution, mais surtout grâce à beaucoup d'enthousiasme et de générosité de générations d'adhérents, **LACIM a su traverser des époques bien différentes et s'adapter** aux évolutions de notre monde moderne.

Catherine AMBLARD,
comité d'Eveux L'Arbresle & Ouest Lyonnais
Responsable de la commission
communication de 2004 à 2014 ■

De l'assistanat au microcrédit, 50 ans de soutien aux plus démunis



L'aide de Lacim en Inde a commencé dès sa création en 1968 avec des forages et diverses actions d'assistanat destinées à atténuer la grande pauvreté des populations. Les intermédiaires sur place étaient le plus souvent des religieux qui, souvent, géraient les problèmes dans l'urgence.

Dès 1974, la nécessité est apparue d'apporter aux populations soutenues, intouchable et tribaux, des **formations d'«awareness»** d'ordre civique, social, médical et de les aider à subvenir à leurs propres besoins en leur fournissant des outils, des semences, en aidant à la scolarisation des enfants. Cela se fait encore.

Puis on a mis en place des **IGP ou projets générateurs de revenus**. Les premiers étaient des **IGP collectifs** dont les revenus étaient partagés entre les habitants du village. On pense aux briqueteries et fermes laitières surtout.

Cependant, ces actions collectives ont des limites. Il faut un « chef » qualifié, qui sache motiver les travailleurs et qui soit stable, ce qui n'est pas toujours le cas. A Achenkovil (TN), après 6 ans d'assistanat, la briqueterie montée par le nouveau PH, sœur ASHA, dynamique et fédératrice, n'a fonctionné que 3 ans, sa remplaçante n'y a pas donné suite ! Par contre celle d'Ariyagoundampatti

visitée en 2011 et celle de Mangalam créée en 2014 fonctionnent. Et puis travailler en collectif n'est pas toujours facile, on soigne mieux sa propre vache que le troupeau du village.

Le microcrédit initié au Bangladesh avec la Grameen bank, une « banque rurale », **gagne l'Inde en 1983**.

En 1994, certains jumeaux réclament des Revolving Funds (RF) ou fonds tournants. Le principe est qu'un capital prêté à une personne, une fois remboursé, passe à une autre. A noter que, depuis quelques années, on n'emploie plus le terme RF, mais SSP ou « Self Sustaining Programme », programme d'autonomie.

Le préalable à la mise en place d'un microcrédit est la constitution officielle de WSHG, ou **groupes de femmes**. C'est une exigence. Par groupes de 5 à 12, elles se rassemblent pour évoquer leurs problèmes, leurs besoins, leurs projets. Elles

s'encouragent à faire de petites économies, 50 roupies par mois, sur des budgets déjà bien réduits. On envisage le prêt quand elles sont bien sensibilisées et maîtrisent la pratique des économies.

A ce moment, le PH (Project Holder) ou chef de projet, religieux ou laïc, issu d'une ONG indienne réserve une partie de l'argent envoyé par LACIM à des prêts aux femmes candidates qui s'en serviront à des fins diverses, surtout d'ordre économique : achat de matières premières pour des activités artisanales source de revenus supplémentaires pour la famille. Les femmes pratiquent ces activités en dehors de leur travail habituel dans les champs ou sur les routes : peinture sur saris, création de sacs (Panchalipuram), bijoux fantaisie (CN Palayam, Ponmalia Nagar), petits tapis, nattes (Navarupalli), bougies, snacks (goûters sucrés ou salés), pickles, etc. La vente se fait dans la partie riche du village ou sur les lieux de passage.



Ferme élevage



Fabrication de bougies



Présentation des bijoux fabriqués

En Inde, les prêts sont attribués aux femmes car il est reconnu statistiquement qu'elles sont fiables et qu'elles font le maximum pour répondre aux exigences. Les difficultés de remboursement viennent le plus souvent d'événements indépendants de leur volonté : mauvaises conditions climatiques si elles travaillent aux champs, grèves quand le village est près d'un centre urbain (2014 en Andra Pradesh)...L'échec peut aussi survenir si le prêt a été sollicité pour des besoins de base : achat de nourriture, vêtements, frais de mariage. Comme il n'y a pas d'argent généré par le prêt, les bénéficiaires peuvent être dans l'incapacité de rembourser, ils ont alors recours aux usuriers et entrent dans la spirale du surendettement.

Le montant des prêts LACIM est très modéré, de 1000 à 10000 rs, sur un an, avec un intérêt de 1% par mois. Le taux est élevé, mais c'est la norme en Inde. La vigilance des PHs qui connaissent les difficultés dans les villages réduit les risques. Ils allongent les délais de remboursement en cas de besoin.

Le recours à une banque est plus coûteux et s'accompagne de nombreuses difficultés pour les populations tribales mal vues par les services publics peu désireux de se mettre à leur portée. Le temps passé pour se rendre à la banque et attendre son tour occasionne des pertes sur les salaires déjà bien minces. Et les conditions de remboursement sont très strictes.

Les microcrédits sont un tremplin appréciable pour le développement des populations tribales, seul type de population aidé par LACIM aujourd'hui. Ils apportent aux femmes de la visibilité dans la gestion de la vie familiale. Celles qui en bénéficient peuvent envisager de payer les frais liés à la scolarisation de leurs enfants. La famille est mieux soignée. **C'est pourquoi les permanents indiens relaient fréquemment des demandes de prêts supplémentaires** pour créer un capital de RF ou pour l'abonder, jusqu'à une somme adaptée à la taille du village.

Andrée MONTEUX,
chargée de mission en Inde ■

ZOOM sur les chiffres

- 568 jumelages depuis le début dans les 4 Etats du Sud
- 42 jumelages fin 2017
- 12 ans d'aide en moyenne par jumelage
- 850 € coût de l'alphabétisation adultes
- 3500 € coût d'un forage avec pompe électrique
- 400 € coût d'un ordinateur
- 75 € coût d'une machine à coudre



Vannerie



Briquèterie

Coup de cœur pour une école atypique au service des très pauvres



Au Bangladesh, nous n'avons pas de permanents. L'aide de LACIM aux villages depuis 1995 a été supervisée pendant des années par l'association humanitaire IIRD basée à Dhaka, puis par PEP depuis 2013. Depuis 1987, l'IIRD a soutenu de nombreux villages dans le pays, actuellement 1688, dans plusieurs domaines : accès à l'eau, microcrédits, éducation, santé... grâce à des sponsors de pays étrangers.

L'aide de LACIM est précieuse car, bien que comparativement faible, elle s'inscrit dans la durée et permet aux villages de progresser dans leur quotidien. Nos envois ont ainsi financé des traitements médicaux, locations de terre, petits commerces, réfections de toits, panneaux solaires, des vêtements, des vaches, chèvres, moustiquaires, machines à coudre, rickshaws... et une éducation spécifique pour les jeunes enfants. Cette aide a incontestablement permis à des familles de sortir de l'extrême pauvreté et de pouvoir manger deux fois par jour.

petites classes, sauf le vendredi, de janvier à début décembre. Les classes sont surchargées, souvent 70 élèves par classe, voire plus. Il manque des professeurs et l'enseignement est souvent médiocre. Autant de filles que de garçons, parfois plus, sans doute en partie grâce à l'incitation financière sur les frais de scolarité moins élevés pour les filles. L'uniforme est obligatoire. Les écoles gouvernementales sont gratuites, il y a toutefois des frais d'inscription à régler auxquels beaucoup de familles pauvres ne peuvent faire face.



Fabrication de combustible avec de la bouse de vache

toit en tôle puis la nettoyer et la faire vivre. Les parents et le comité LACIM local sont consultés par les travailleurs sociaux pour le choix des 30 enfants qui suivront son enseignement. Le critère de choix principal est la pauvreté de la famille. En effet, de nombreux enfants n'iraient pas à l'école du gouvernement ou seraient inadaptés à l'enseignement sans une préparation suffisante. De plus, certains parents pauvres ne seraient pas motivés pour les scolariser. Le CDC implique les parents et les incite ensuite à poursuivre la scolarisation de leurs enfants.



Cuisson du riz

Une école innovante, bénéfique aux enfants est un espoir d'avenir maîtrisé. Nous avons opté pour ce projet avec enthousiasme. L'IIRD a mis cette école en place pour les enfants de 4 à 6 ans.

Dans le pays, l'école primaire officielle est obligatoire, elle peut être gouvernementale, privée laïque, privée islamique. Elle fonctionne 6 heures par jour et 4 h pour les

C'est la raison pour laquelle l'IIRD a initié des écoles « non formelles » nommées Child Development Center (CDC) pour permettre aux enfants des familles les plus pauvres d'accéder à l'éducation.

Ces écoles fonctionnent sur deux années pour trente enfants de 5 à 7 ans. Un groupe de parents, 8 en général, est constitué pour participer à la vie de l'école : tout d'abord la bâtir, en bambou avec un



Vannage du riz

L'enseignante est une jeune fille du village qui a au moins un niveau de classe 10 (niveau seconde) et qui est formée par PEP pour enseigner selon une pédagogie novatrice. Elle reçoit 16 jours de formation sur 2 ans. Le responsable pédagogique de l'IIRD a été à l'initiative de tous les documents (impression comprise) et des méthodes pratiquées. C'est une pédagogie active, proposant des matières d'éveil.

Les journées sont de 4 heures de cours sur six jours, en général de 10 h à 14 h mais les horaires peuvent être modifiés en fonction de la saison, des travaux des champs.

L'enseignement commence par un rituel nommé « assembly » : savant mélange de chants, de mouvements de gymnastique et de notions acquises en cours, le tout dirigé par la maîtresse-chef d'orchestre placée devant le groupe. Ils rentrent ensuite tous en file indienne dans le bâtiment.

Assis par terre, ils ont devant eux leurs livres, leurs cahiers et un petit pot cylindrique contenant les bâtonnets d'apprentissage au calcul. Ils apprennent la lecture, le calcul, la poésie, la danse, le dessin ainsi que les bons comportements sociaux.

Ces écoles fonctionnent depuis 1991 et **les retours sont plus qu'encourageants**. Il est reconnu que l'éducation y est bien meilleure que dans les écoles gouvernementales et elles ont l'avantage d'être plus proches du domicile. La plupart des jeunes femmes enseignantes ont suivi leurs cours avant d'étudier dans les écoles officielles, tremplin sans lequel elles n'auraient sans doute pas pu envisager une éducation aussi poussée. Lors de notre voyage en 2011, nous avons rencontré des parents dont le fils, ancien élève d'un CDC, faisait actuellement des études d'ingénieur.

Le nombre d'élèves pouvant accéder à ces écoles paraît bien maigre dans ces villages très peuplés où les besoins sont énormes **mais c'est notre « part de colibri »** dans ce monde en difficulté. Et quel bonheur d'avoir pu rencontrer ces jeunes élèves gais, motivés, assidus, respectueux ! Nous avons été emballés par cette pédagogie toute particulière qui donne des résultats formidables....

Hélène POUILLY
comité de Feurs (42)
et Pierre ROUVE
comité de Requista (12) ■



ZOOM sur les chiffres

En 2017

- 14 jumelages
- 4 CDC aidés (15 en 2008)
- 350 € envoyés par an pour un CDC

De 2006 à 2016 pour les CDC

- 21 000 € envoyés
- 81 CDC financés
- 2430 enfants concernés

Lutter contre la malnutrition en Haïti



En Haïti, le pays le plus pauvre de l'hémisphère nord, la malnutrition constitue un risque sanitaire majeur pour l'ensemble de la population. Malgré tous les programmes, plans et actions décrétés par les gouvernements haïtiens successifs, malgré les aides massives apportées par les ONG au lendemain des catastrophes naturelles subies par ce pays, la malnutrition continue à sévir.

Quelques chiffres issus du rapport SAN de 2017 (Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle) établi à la demande du gouvernement haïtien, soulignent la gravité de ce fléau.

70 % de la population se trouvent en effet en situation d'insécurité alimentaire chronique, avec des conséquences désastreuses pour les enfants. 5% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë et 2 sur 3 d'anémie. **25% des enfants dans les zones rurales souffrent d'un retard de croissance.**

Et pourtant ! Malgré les nombreux défis à relever : dysfonctionnements institutionnels, catastrophes naturelles, insécurité foncière, environnement dégradé... **le pays pourrait assurer son autosuffisance et sa souveraineté alimentaire** comme il a pu le faire jusque dans les années 1980. Haïti est encore un pays agricole riche et il lui reste assez de potentiel pour une croissance et une compétitivité de la filière agricole.

LACIM, à son échelle, accompagne depuis des années des Haïtiens dans leur lutte contre la malnutrition dans le cadre de quelques jumelages.

Quelques exemples LACIM d'actions de développement local

L'association a soutenu depuis des années des centres de nutrition pour les jeunes enfants dans le cadre de quelques jumelages à Grande Rivière du Nord, Dupity et Carice. L'objectif actuel est d'articuler cette forme d'assistance à des actions de développement durable de l'agriculture familiale.

Depuis 2009, le comité de Genay (69) finance la cantine scolaire d'une école à Bassin Bleu pour que les enfants aient quelques repas dans la semaine. Une épicerie de gros vient d'être créée pour aider progressivement les parents à payer la cantine et l'écolage.

D'autres comités aident des organisations d'agriculteurs et des familles dans d'autres communes. Des jardins familiaux pour quelques 300 familles et une coopérative de planteurs d'arachides ont été créés



Cantine scolaire à Goyavier

à Carice. La formation au compost et l'attribution de microcrédits pour l'achat de semences fonctionnent à Goyavier depuis 2007 et à Petite Rivière Bayonnais depuis 2015. A signaler aussi des activités d'élevage de porcs à Montagne de Jacmel et de chèvres à Carice et à Grande Rivière du Nord.

Du dispensaire à l'atelier, Sodoka une grande aventure

A **Carice**, village situé au nord-est du pays, un dispensaire est soutenu depuis

1990 par LACIM avec deux comités français : Montbenoit (25) et Réquista (12). Son fonctionnement est assuré par la congrégation des AMI et en particulier Sœur Marie-Thérèse.

Soigner les enfants malnutris, certes. Mais l'intuition de Sœur Marie-Thérèse est que cela ne suffit pas. Pour elle, il convient de prendre en compte l'environnement global de l'enfant et de sa famille. Elle se donne comme objectif d'offrir aux enfants toutes les chances de se développer harmonieusement.



Vue d'ensemble de l'atelier Sodoka

En 1995, sur le bourg de Carice et trois de ses hameaux, c'est alors la création du CTBV, **Centre Timoun Bien Veni** « pour que les enfants poussent bien » avec suivi des enfants, création de jardins d'enfants, organisation de repas, formation des mamans à l'hygiène et à la diététique.

En 2006, toujours dans l'esprit de mieux alimenter les enfants, des jardins familiaux sont créés et en 2010, une coopérative de planteurs d'arachides est montée.

Le comité du Creusot finance alors un technicien agricole pour lancer et mener ces deux activités.



A l'atelier Sodoka, ensachage du mayi-ji

A la même époque, vient l'idée de fabriquer une poudre reconstituante, à base de maïs, arachide et sésame que l'équipe nomme **mayi-ji**. Elle remplacera les produits bas de gamme venant de la République Dominicaine. L'atelier se situera sur le site de Sodo, un hameau proche de Carice.

Commence alors en 2010 la grande aventure de l'atelier que l'on appellera par la suite SODOKA

Au départ, le site de Sodo c'est : une maison traditionnelle abritant le logement du gardien et l'école pré-élémentaire de deux classes, l'atelier du *mayi-ji* sous des abris de fortune, les femmes faisant griller le maïs sur des foyers constitués de trois pierres.

En 2012 et 2013, se réalise la construction en dur de l'atelier de fabrication avec une remise aux normes financée par LACIM, la Communauté le Creusot-Montceau et une association européenne, ETM (Europe Tiers Monde).

En 2014, avec l'aide de ESF (Electriciens

Sans Frontières) et l'ONG américaine Cross Catholic, l'adduction d'eau est réalisée pour alimenter l'atelier, l'école et trois fontaines dans le village. L'école est construite en dur. Ces actions de développement sont suivies de très près par le comité du Creusot et, en 2016, une mission LACIM constate que le site est fonctionnel et que les bâtiments peints de couleurs vives abritent une véritable entreprise. Cette année-là, plus

d'un million de sachets de *mayi-ji* sont vendus au BND (Bureau de Nutrition et de Développement).

La démarche initiée par LACIM à Carice est exemplaire. Elle a permis de dépasser la seule assistance nutritionnelle en mettant d'abord en place une action auprès des familles puis un véritable atelier de production. Les femmes sont fières

de pouvoir payer la nourriture de leur famille et l'inscription de leurs enfants à l'école. Toutefois, ce développement reste fragile. En effet, les commandes passées avec le BND qui permettaient à l'atelier de fonctionner ont été interrompues brutalement. En 2018, l'entreprise Sodoka recherche donc de nouveaux marchés. L'avenir est difficile mais nous savons que « *Les Haïtiens ne baissent pas les bras... la population finit toujours par trouver des solutions en espérant l'avènement de jours meilleurs...* » comme l'écrit Emmeline Prophète.

Les membres de la Commission Haïti ■



Maraîchage à Petite rivière de Bayonais

ZOOM sur les chiffres

- 168 921 € envoyés à Carice de 2007 à 2017 pour tous projets
- 27 708 € envoyés pour le site de Sodo.



Amitié et projets féconds avec des populations rurales au Mali



En 1975, quand le pays se remettait péniblement des conséquences atroces de la sécheresse de 1973, LACIM s'installe au Mali. De cette date à nos jours, des projets et des actions ont été menés au profit de plusieurs dizaines, voire centaines de villages. Ces projets concernent plusieurs aspects de la vie sociale et économique de nos populations. Les sphères ayant le plus bénéficié de ces projets sont l'éducation, l'accès à l'eau, l'agriculture, la santé et surtout la promotion et l'épanouissement de la femme rurale.

Nous pouvons noter deux phases importantes dans l'évolution de LACIM au Mali : LACIM avant la décentralisation (1975 à 1998) et LACIM post décentralisation (de 1998 à nos jours). Avant la décentralisation, les projets étaient soumis à l'approbation du chef d'arrondissement. Malgré la méfiance des populations envers le commandement, beaucoup de projets ont bénéficié aux villages. Il y a eu des réussites comme des échecs.

Avec la décentralisation, les collectivités locales ont été associées aux projets, les maires sont devenus les partenaires privilégiés des réalisations. Là aussi il y a eu beaucoup de réussites mais aussi quelques échecs.

Le principe d'intervention reste le même : faire des projets sur la base des idées des bénéficiaires avant de les soumettre aux autorités de tutelle.

LACIM dispose d'un budget faible mais la continuité des projets dans un même village pendant plusieurs années constitue un atout majeur.



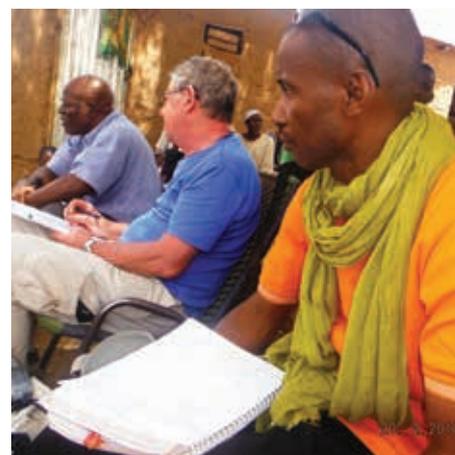
Niantigui Dembéle permanent LACIM au Mali

Vu de l'extérieur, le volume des réalisations dans les villages nous classe parmi les ONG à gros budget. La mise en œuvre des projets avec l'aide d'une ONG locale et le fait de les étaler dans le temps nous donnent plus d'efficacité et de réussite. **La qualité des infrastructures réalisées est indiscutable grâce au suivi et au contrôle avant, pendant et après projet.**

A titre d'illustration, tous les villages aidés par LACIM bénéficient aujourd'hui d'un point d'eau permanent. La plupart sont l'œuvre de LACIM. D'autres sont le fruit d'un partenariat avec d'autres intervenants.

LACIM a contribué à améliorer le taux de scolarisation des garçons et surtout des filles, comparé aux villages où nous ne sommes pas présents. Les pratiques agricoles ont été améliorées et la productivité a augmenté par les projets associés à l'agriculture. Les périodes de soudure (fin de la saison des pluies avant

les récoltes) ont fortement diminué, voire disparu pour des milliers d'agriculteurs dans les villages. **L'alphabétisation a favorisé l'émergence de femmes leaders dans de nombreux villages.** Les femmes ont appris à gérer des moulins, du microcrédit, faire du maraîchage, même s'implanter dans la gestion des magasins de vente de céréales dans certains villages. Des maternités rurales fonctionnent sur fonds propres par la qualité du personnel.



Yoro Haïdara permanent au Mali, Gérard Verschoore chargé de mission et Niantigui

Le taux de mortalité infantile et maternelle a baissé. La fréquentation de certaines maternités se passe de tout commentaire. C'est à cause de ces réussites que le bureau de LACIM est submergé par des centaines de demandes de jumelage.

LACIM a changé la vie de milliers de personnes dans nos villages.

Un exemple parmi tant d'autres : à N'Tjilla, village jumelé avec Vougy (42), un nommé Chèmon Coulibaly avait creusé deux fosses de compost (une fosse amende 1/2 Ha). Ne disposant pas de charrettes, il s'est servi de sa brouette pour épandre tout le compost autour de ses fosses sur un 1/2Ha. Quand nous lui en avons fait le reproche, il nous a fait savoir qu'il n'avait pas de charrettes pour le transporter loin. Aussitôt la décision a été prise de le doter d'attelage. Ce paysan possède aujourd'hui une moto, un moulin privé et sa famille est autosuffisante grâce au compost et l'aide de LACIM.

Il est à noter qu'à côté de ses succès, LACIM a aussi connu des échecs dans la mise en œuvre de ses projets. Les projets d'équipement agricole ont rarement rencontré de réussite, les banques de céréales non plus.

Toutes ces actions et réalisations sont à l'actif des milliers d'adhérents de LACIM en France.



Niantigui Dembélé avec des élèves en France

Nous nous rendons compte du dévouement et de la mobilisation désintéressée de ces femmes et hommes lors de nos voyages en France. **La plupart connaissent à peine les amis au Mali mais leur vouent une amitié sans limite et désintéressée.** Nous parcourons des milliers de kilomètres pour échanger avec les groupes français de nos problèmes de développement. Nous bénéficions de la meilleure attention et compréhension de ces groupes et cela constitue un motif d'encouragement et d'engagement pour nous qui sommes chargés de la mise en œuvre des projets. **Les jeunes Français sont très sensibles à la vie des enfants dans nos écoles.** La preuve en est des diverses actions menées dans leur établissement scolaire pour aider les écoles au Mali. Pourtant tout les sépare : la géographie, l'histoire et la culture. Mais c'est leur esprit d'humanisme et leur devoir de solidarité et de partage qui sont à la base de ces actions solidaires.

Aujourd'hui, au Mali, LACIM compte environ 80 jumelages dispersés et difficiles d'accès.

1000 kms séparent les villages les plus distants. Cette situation géographique oblige à faire de longs voyages. Pour le bien des populations, l'encadrement local gagnerait à s'étoffer dans l'avenir quand la situation sécuritaire s'améliorera.

Niantigui DEMBÉLÉ,
permanent LACIM au Mali ■



Belle récolte de sorgho



Maraîchage



Réunion de village avec Niantigui et André Josse

Une longue histoire avec le Mali, l'accès à l'eau une priorité

LACIM au Mali c'est déjà 43 ans de présence.

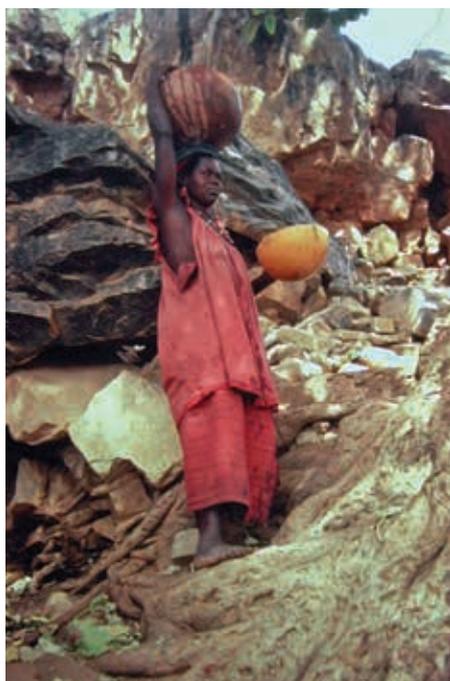
Lors des grandes sécheresses du début des années 1970, des chefs de village avaient appelé à l'aide et leur demande avait été relayée par un voyageur français originaire de la Loire. Les premiers jumelages ont démarré en 1975.

L'histoire

Le premier protocole d'accord signé entre le gouvernement malien et LACIM l'a été en 1984. Au début des années 1990, 260 villages répartis sur 10 cercles étaient ou avaient déjà été aidés au Mali, 3 permanents maliens étant chargés du suivi des réalisations.

Des comités de jumelage étaient déjà constitués dans les villages. Ce sont eux qui sont responsables vis-à-vis de la population et de LACIM de la conduite des projets. Il s'est constitué par la suite des comités de gestion pour certains projets : moulins à grain, eau, banque de céréales, etc.

A cette époque, **une fois par an, les permanents réunissaient au chef-lieu de chaque cercle des délégués des comités de jumelage dans ce qui était appelé les « Grands Comités »**. Par la suite, dans les années 2000, des chargés de mission français sont venus épauler les permanents et ces Grands Comités se sont déroulés tous les deux ans dans chacune des régions où intervenait LACIM : Bamako, Mopti, Gao. Mais **ils n'ont pu avoir lieu depuis 2011** car il a été interdit de tenir des réunions regroupant plusieurs dizaines de personnes du fait de l'insécurité grandissante. C'est regrettable car ces rencontres permettaient à tous les représentants des villages de se retrouver et de pouvoir ainsi échanger entre eux de leurs réussites et de leurs échecs et de s'apporter des conseils mutuels. A noter que les femmes sont apparues pour la première fois dans un Grand Comité en 1998.



Femme remontant de l'eau d'un village de la plaine zone de Douentza, 1988



Puits de Songodé région de Mopti, Mali



Mali, village de Bankoni

A ce jour, **il reste un peu moins de 80 jumelages** sur ce pays. Les aides sur la zone de Gao ont dû être arrêtées en 2016 en raison de l'insécurité interdisant depuis plusieurs années toute visite des chargés de mission, la démission du permanent de la zone étant une raison de plus.

L'eau avant tout

Lors du démarrage d'un jumelage, l'un des souhaits prioritaires est l'accès à l'eau. Pourquoi ? Tout simplement parce que toute action de développement ne pourra être réalisée de façon fiable si les habitants n'ont pas un point d'eau à proximité de leur lieu d'habitation ou de leur cheptel.

Dans nos maisons ou appartements, nous avons environ 10 points d'eau potable par famille. Lorsqu'un projet est lancé dans ces pays, il est calculé en moyenne un point d'eau pour 400 habitants !



Chantier d'un forage dans les années 1990



Les femmes ont aussi leur attelage

Des centaines de puits ou de forages ont été réalisés ou réhabilités par LACIM.

Ce n'est pas toujours facile car le coût de réalisation reste élevé, en particulier pour les puits, environ de 400 à 450 € le mètre. Au-delà de 30 mètres il est préférable d'installer un forage.

Beaucoup d'autres projets peuvent être menés ensuite : l'alphabétisation suivie des microcrédits, aide à l'acquisition de matériel agricole, construction et développement de banques de céréales, achat de moulins à grain ou de décortiqueuses dans les zones rizicoles, aide à la construction de bâtiments scolaires et équipements de ces derniers, construction de périmètres maraîchers là où l'eau n'est pas trop profonde, 12 m maximum, formation au compostage pour de meilleurs rendements agricoles (voir LACIM Info spécial AD), aide à la formation pour la création de comités d'usagers de l'eau.

La plupart des villages jumelés sont maintenant tirés d'affaire. L'un des derniers sur le plateau dogon vient de voir une ONG italienne réaliser pour lui une liaison de plusieurs kilomètres ainsi qu'un château d'eau.

Gérard VERSCHOORE,
chargé de mission au Mali ■

Dans les années 1990, un grand projet avait été lancé sur la zone du cercle de Douentza comprenant la réalisation de 25 puits et 35 forages. Des aides d'autres organismes avaient été sollicitées et le projet avait pu être mené à son terme. A propos de 2 villages de ce cercle, Tabi et Téga, Claude Charlat dit en avril 1993 : « Ces 2 villages avaient un énorme problème d'eau. Il fallait gravir la montagne, trouver une source de laquelle coulait un mince filet d'eau et revenir avec une cruche pleine après plusieurs heures... C'est en voyant de telles situations que nous avons finalement décidé d'entreprendre les forages... ».

Mais sur l'ensemble du Mali de nombreux puits ou forages ont été réalisés depuis, dans beaucoup de villages, à leur demande et avec le soutien de leurs jumeaux en France.

Les dernières grandes réalisations sur l'eau ont été menées dans deux communes de la région de Mopti en 2008 et 2016 avec des subventions obtenues auprès des organismes gérant l'eau en France, ceci grâce à la loi Oudin parue en 2005. Elle permet aux collectivités locales de consacrer jusqu'à 1% du budget annexe de leurs services d'eau et d'assainissement à des actions de coopération internationale.



Collaboration de longue date entre LACIM et le Mali

ZOOM sur les chiffres

Coût des projets au Mali de 1997 à 2017

- 4 031 753 € au total pour tous les projets
- 817 664 € pour l'accès à l'eau (20,28% de la somme globale)

De 1992 à 1994

- 770 651 € pour le projet « puits et forages » sur le cercle de Douentza. La desserte en eau potable de cette zone est passée de 7% à 18%, le pays en était à 25%.



La corvée d'eau, travail des femmes

L'alphabétisation des adultes indispensable au développement



C'est en 1985 que LACIM a réalisé les premiers jumelages au Niger dans la région d'Agadez. En 32 ans, 118 villages ont été aidés dans leurs projets par les comités LACIM de France. Nous sommes intervenus dans les régions d'Agadez, de Zinder, de Diffa, de Tahoua, de Maradi, de Tillabéri, de Dosso et de Niamey.

Les projets demandés par les populations et développés par LACIM concernent les domaines de l'hydraulique, la scolarisation et l'alphabétisation, l'autonomisation de la femme, l'économie familiale et l'agriculture durable.

Dans un premier temps, LACIM s'est attachée à satisfaire le besoin essentiel et primordial de l'accès à l'eau. Nous avons donc financé le fonçage de nombreux puits dont certains allant jusqu'à 90 m dans l'est du pays.

La grande faiblesse du Niger est une mauvaise scolarisation des enfants et une piètre qualité de l'enseignement qui expliquent un très faible taux d'alphabétisation surtout en milieu rural.

Lacim s'est donc orientée, au fil des années, vers des projets en faveur de l'alphabétisation des enfants et des adultes. Pour favoriser la scolarisation et pour un meilleur travail en classe, **il nous a semblé essentiel d'améliorer les conditions d'accueil en construisant des classes** en dur équipées de mobilier scolaire. Nous nous efforçons également de construire **des latrines**, ce qui aide à une meilleure scolarisation des filles et favorise l'éducation des enfants à l'hygiène environnementale. La lutte contre la défécation en extérieur est importante pour la santé, en particulier pour prévenir le risque d'épidémie de choléra.

Depuis 2010, c'est vers les adultes que nous nous sommes tournés en privilégiant l'alphabétisation de la femme et sa formation à des AGR (activités génératrices de revenus) en vue de son autonomisation. Nous avons donné la priorité aux femmes car elles sont « le pilier de la famille ». Cependant il y a eu 4 centres d'alphabétisation pour des hommes, mais il est très difficile d'avoir avec eux une bonne assiduité à cause de l'émigration saisonnière.

Dans tous les villages ayant bénéficié de centres d'alphabétisation pour les femmes, il a été constaté une évolution des mentalités et une orientation vers

un développement durable. **L'hygiène environnementale s'est améliorée** dans tous ces villages qui sont beaucoup plus propres.

Très rapidement, **les femmes cotisent à des caisses sous forme de tontines** pour pouvoir lancer leurs AGR. Ensuite elles demandent une aide financière pour accélérer le démarrage des activités et augmenter le nombre d'entre elles pouvant accéder à ces prêts de courte durée.



Alphabétisation à Guimbo Tombo, Niger



Alphabétisation à Guissimayze Koara, Niger



Classe sous pailote à Chitara, Niger

L'alphabétisation des adultes au Niger est très encadrée. Les groupes d'apprenant(e)s sont limités à 30. Ils ne sont pas mixtes car les sujets et les thèmes abordés sont différents pour les hommes et pour les femmes. L'alphabétisation est programmée sur deux années à raison de 6 mois par an de décembre à mai, 5 jours par semaine et 3 h par jour. Le français est maintenant obligatoire en deuxième année à l'oral. Les femmes sont aujourd'hui très fières de pouvoir dire bonjour et souhaiter une bonne arrivée en français quand nous rendons visite aux villages.

Une session d'alphabétisation, ce n'est pas que l'apprentissage de l'écriture, de la lecture ou du calcul, **c'est aussi une sensibilisation et un enseignement sur différents thèmes.** Pour les femmes ce sera la santé, les maladies, le sevrage du nourrisson, l'hygiène corporelle, l'hygiène environnementale, le planning familial, la contraception, la prévention des feux de brousse, le maraîchage, la gestion... Les AGR concernent la couture, la broderie, le tricot, la fabrication de savon pour la toilette et pour la lessive, les crèmes pour les soins de la peau, les pierres à lécher pour le bétail... Toutes les productions sont vendues dans les villages ou sur les marchés locaux. Pour les femmes, l'alphabétisation est une véritable ouverture sur le monde.

Au fil des années, on constate une évolution des mentalités chez les femmes. Cela met en évidence un décalage avec les hommes qui apparaissent comme marginalisés. On remarque des blocages de leur part vis-à-vis de certains projets et il est également plus difficile de les sensibiliser à l'importance de la scolarisation des enfants, à la contraception et la régulation des naissances. Il apparaît donc urgent et nécessaire de procéder maintenant à des sessions d'alphabétisation pour les hommes dans tous les villages à moindre migration saisonnière.

Il ne peut y avoir développement dans un pays que si au moins 40% de la population est alphabétisée.

En sachant que 51% est âgée de 0 à 15 ans, il faut que les familles soient convaincues de la nécessité de scolariser tous les enfants. Ce n'est qu'à cette condition que le pays pourra s'en sortir dans les décennies à venir et s'engager dans un développement endogène durable.

Notre contribution à cette nécessité est de renforcer nos actions d'alphabétisation en direction des femmes et aussi des hommes.

Yves GAUCHER,
chargé de mission au Niger ■



Tricot (AGR) à Tombon Dounkaye, Niger



Parure brodée par les femmes (AGR) à Gongha Hinza, Niger



Savon fabriqué par les femmes (AGR) à Kwadap, Niger

ZOOM sur les chiffres

De 2005 à 2017

- 23 creusements de puits
- 12 réhabilitations de forages
- 32 classes construites + équipement en mobilier scolaire
- 29 moulins installés
- 18 banques céréalières
- 37 villages pour des projets agriculture durable et maraîchage
- 38 centres alpha femmes soient 1150 femmes alphabétisées
- 5 centres hommes soient 150 hommes alphabétisés
- 8 projets d'élevage
- 4 projets concernant la santé

Au Burkina-Faso, le maraîchage change la vie des villageois



La présence de LACIM au Burkina-Faso débute en 1992 avec la création du groupe LACIM Clermont-Ferrand Chamfleuri et de son jumelage avec Kangaré dans le Nord du pays. Ont ensuite été créés, sous l'impulsion du chargé de mission LACIM pour le Burkina-Faso, les jumelages de Boulguin et Booré en 2011, Bouna et Lemnogo en 2014 et Tougué en 2015.

Les progrès réalisés par ces villages jumelés ont été nombreux et importants dans les domaines de l'accès à l'eau, la scolarisation et l'alphabétisation, le microcrédit, l'agriculture, les activités génératrices de revenus, l'accès aux soins. Ils sont d'abord le résultat de la volonté et de l'implication des villageois eux-mêmes et des comités de jumelage installés dans ces villages.

Ils ont été grandement facilités par le partenariat fort et contractuel entre LACIM et l'association locale KAAB-NOOGO, constituée de bénévoles burkinabés originaires de Kangaré, complètement acquis aux concepts de développement endogène selon la pensée de

Joseph Ki Zerbo, philosophe et historien burkinabé : « *On ne développe pas, on se développe* ». Ces amis burkinabés ont réalisé un formidable travail de sensibilisation des populations, de maîtrise d'œuvre et de suivi des projets et d'évaluation en assurant une présence soutenue dans les villages au cours des années. Par exemple dans le domaine du maraîchage.

Le maraîchage, une activité 100% gagnante au Sahel

Jusqu'à une date récente, la majorité des villages du Sahel ne pratiquaient pas le maraîchage. L'arrivée de cette activité dans un village sahélien y change la vie. Elle apporte une augmentation conséquente de

la quantité et de la qualité de la nourriture disponible et produite sur place, et ce à un coût faible et ne nécessite aucun équipement lourd, aucun intrant chimique.

Au Sahel le maraîchage permet le travail de la terre pendant la très longue saison sèche, offrant par là des possibilités de revenus nouveaux et donc d'activités nouvelles, et dans bien des cas, il permet d'enrayer l'exode rural saisonnier pour les hommes du village contraints d'aller à la grande ville à la recherche – aléatoire – de revenus pour le village.

C'est dans cette perspective qu'en février 2001, trois des adhérents du groupe LACIM Clermont Champfleuri, en visite sur le terrain, proposent au chef de village

d'emmener une délégation visiter l'important centre maraîcher de la Fédération des Groupements Naam (FNGN) à Ouahigouya. Cette démarche a complètement motivé et stimulé les habitants de Kangaré pour mettre en œuvre la réalisation d'un premier périmètre maraîcher.

Dans ce type de projet, la contribution du village est très forte et le rôle du chef de village déterminant.

Il faut en effet que la mise à disposition d'un terrain bien situé par rapport aux nappes phréatiques et par rapport aux habitations (pas trop éloigné en raison des très nombreux va et vient nécessités par l'exploitation) soit effectuée dans les meilleures conditions possibles avec un très large consensus au niveau de la population.



Puits du jardin maraîcher



Équipement et formation des villageois, rigoureux suivi du projet sur plusieurs années

LACIM aide les villages qui le souhaitent à se doter d'une stratégie de trajectoire vers l'**autosuffisance alimentaire** ; celle-ci se traduit souvent par le passage au **maraîchage**, pour lequel certaines modalités sont recommandées. La démarche mise en œuvre par LACIM comprend l'implantation d'un espace maraîcher d'un hectare, la fourniture des graines ou des jeunes plants, d'un grillage pour le clôturer et du ciment pour le busage des 4 puits généralement nécessaires à l'arrosage. Le maraîchage ne peut guère être pratiqué que dans la mesure où les nappes phréatiques ne dépassent pas une quinzaine de mètres de profondeur.

Une importante action de **formation** des paysans s'impose. Ce sont des femmes le plus souvent. Cette formation doit être donnée par des techniciens de bon niveau. Un **suivi attentif et rigoureux** de l'ensemble du projet est nécessaire au cours des années qui suivent le lancement.

L'activité ne peut se développer correctement que dans la mesure où une production de **compost** est mise en place régulièrement.

La fourniture **d'outils de jardinage** (brouettes, arrosoirs, pelles, râtaux...) est aussi une nécessité pour démarrer l'activité, elle est facilitée par la pratique du microcrédit que LACIM développe dans les villages.

Ensuite ce sont les hommes qui prennent en charge le **creusement des 4 puits** généralement nécessaires pour assurer un arrosage manuel satisfaisant.

Les femmes directement concernées par l'exploitation doivent, avec l'aide des hommes, organiser le groupe d'exploitation comprenant généralement 80 exploitantes, la répartition des parcelles individuelles et participer à la formation spécifique centrée sur la production de légumes : oignons, tomates, choux, carottes, piments... mais qui nécessite aussi des notions de gestion, notamment des productions pour optimiser la vente des produits et leur conservation.

Le maraîchage est devenu la première activité économique des femmes des villages qui se sont lancés dans de tels projets. Il contribue de façon significative au développement du niveau de vie du village.

Jacques FONTAINE
comité d'Aubière (63)
et Nicolas MERLIN
comité de Clermont-Ferrand (63) ■



Désherbage



Des plantations variées



Arrosage

ZOOM sur les chiffres

Maraîchage à Kangaré

Production en 2016

- 25 tonnes de production maraîchère
- 6 000 euros de gain en tout
- 70 euros par parcelle

Formation à l'agriculture durable

- 40 producteurs en 2013
(20 hommes et 20 femmes)
- 40 producteurs en 2018
(20 hommes et 20 femmes)



Des hommes en renfort

L'engagement de LACIM à Madagascar se renforce



Les archives de l'association font état de jumelages en brousse dans les années 70 et 80 et à Antananarive en 1991 et 1992. Il faut attendre 1996 pour voir à nouveau LACIM dans l'île.

En effet, au cours d'un voyage à Madagascar, une famille française de Labergement Sainte Marie (25) visite à Antananarive une école recueillant les petits enfants traînant dans les rues. Devant la misère criante de cette école, le village de Labergement se décide alors à lui apporter une aide financière. D'autres écoles seront ensuite soutenues.

LACIM aux côtés des populations pauvres en brousse

Et en 2015, afin de respecter l'engagement originel de l'association d'aider les plus pauvres, le Conseil d'Administration décide de développer plus largement son action sur l'île rouge. Avec l'aide de « Razanamanga », une association française très impliquée sur le terrain (son président Michel Naets ayant une grand-mère malgache), le choix se porte sur une zone de brousse tropicale à l'accès difficile et abandonnée par tous. L'association LACIM La Cula Génilac prend alors en charge le village de Madiolamba. Devant les très bons résultats de la collaboration et du suivi sur le terrain, d'autres jumelages commencent. **Au premier janvier 2018, ce sont 10 villages français, en plus de celui de Labergement Sainte Marie qui sont engagés.**



Accueil enthousiaste des jeunes Malgaches

Les actions

En premier lieu, ces villages financent surtout les puits pour un accès à l'eau potable, puis la construction d'écoles car elles sont inexistantes ou en très mauvais état. De nombreux autres projets voient le jour : barrages, périmètres maraîchers, petit élevage...et toujours dans la perspective d'un développement durable. Les coûts de réalisation sont souvent plus modestes que dans les autres pays où LACIM intervient, en raison du niveau de vie très bas dans l'île et d'une participation importante des villageois aux travaux.

Il serait souhaitable dans l'avenir d'avoir des projets collectifs dans les villages : par exemple un centre de formation agricole pour les laissés-pour-compte de l'école, des achats collectifs de zébus ou des petits élevages après des tests de résistance des animaux.

Diversifier les lieux d'intervention

Dans cet objectif, un deuxième secteur a été choisi : Mananjary, plus facile d'accès et où de nombreuses demandes d'aides ont été faites. Il s'agit de villages de pêcheurs ayant les mêmes problèmes de base que dans la brousse tropicale. Ils ont de surcroît des problèmes liés à la pêche qui ne seront pris en compte que dans un deuxième temps.

Des jumelages sont en cours, et, en fonction des demandes des groupes français, d'autres suivront.

Robert POMPEY,
chargé de mission à Madagascar ■

ZOOM sur les chiffres

- Creusement d' 1 puits de 8 à 10 mètres avec buses en ciment, environ 1500 €
- Construction d'1 école de 3 classes avec matériaux locaux : 4000 €
- Fournitures scolaires + tables + bancs + tableau : 1000 € pour 3 classes
- Construction d'1 barrage pour fournir et réguler l'eau dans les rizières : environ 1700 €
- Total des frais pour les 3 premières réalisations à Madiolamba : puits, barrage, école 7029 €



Fiadanana